

Commission consultative des services publics locaux

Réunion du 4 décembre 2020

Compte-rendu

Présents

- Didier GUILLOTIN – vice-Président en charge des « relations avec les usagers » de Eau du Morbihan – Président de la CCSPL – territoire de Redon Agglomération
- Vincent COWET – vice-Président en charge de la « Production-Transport » de Eau du Morbihan - territoire de l'Oust à Brocéliande communauté
- Bernard LE BRETON - vice-Président en charge de la « Ressource » de Eau du Morbihan – territoire de Pontivy Communauté
- Benoît ROLLAND – vice-Président en charge des « affaires administratives et financières » de Eau du Morbihan – territoire de Centre Morbihan Communauté
- Bruno LE BORGNE – vice-Président de Eau du Morbihan – territoire d'Arc Sud Bretagne
- Henri DANIEL – Usagers de l'Eau en Morbihan
- Yves ALLENOU – Familles Rurales Fédération Morbihannaise
- Jean LE PEN – AFOC du Morbihan
- Guy LEGRAND – Eau & Rivières de Bretagne
- Sébastien HAENTJENS – CCI
- Caroline CORNET – Chambre d'Agriculture du Morbihan

Excusés

- Annie AUDIC – Déléguée de Eau du Morbihan – territoire Auray Quiberon Terre Atlantique
- Michel AOUSTIN – Chambre de Métiers et de l'Artisanat

Assistaient également

- Françoise JÉHANNO – Directrice Eau du Morbihan
- Marie ANDRÉAN – Directrice adjointe de Eau du Morbihan
- Jérôme BOSSAY – Responsable Finances & RH
- Carole MAGNEN – Assistante de direction

M. Didier GUILLOTIN, Président de la CCSPL accueille les participants, ouvre la séance à 14h30 et propose un tour de table afin que chacun puisse se présenter.

M. Didier GUILLOTIN suggère M. Jean LE PEN comme secrétaire de séance, proposition acceptée.

Le Président donne ensuite la parole à Mme Françoise JÉHANNO pour la présentation des points à l'ordre du jour. Le présent compte-rendu reprend uniquement les principaux éléments de débat, sans reprendre la présentation complète figurant au dossier ou dans le diaporama mis en ligne.

1- Installation de la Commission consultative des services publics locaux

La CCSPL et sa composition ont été décidés par le Comité Syndical lors de sa séance du 26 octobre 2020, en application de l'article L.1413-1 du Code général des collectivités territoriales.

Elle est présidée par le Président, ou son représentant, par délégation, et est composée :

- De 5 élus désignés par le Comité Syndical
- D'un représentant de 3 associations de défense des consommateurs
- D'un représentant d'une association de protection de l'environnement

Les chambres consulaires sont invitées à participer à la commission.

L'application de cette délibération est traduite dans l'arrêté AR-2020-037 communiquée aux membres de la CCSPL antérieurement.

1.1 Présentation de Eau du Morbihan

Eau du Morbihan est un syndicat mixte fermé, compétent en Production et en Transport sur un périmètre de 196 communes en 2020. La compétence à la carte Distribution est exercée en plus sur un périmètre de 109 communes.

Eau du Morbihan compte 24 membres :

- 8 communautés de communes
- 2 agglomérations
- 2 syndicats
- 12 communes

Les éléments d'activités chiffrés seront détaillés au point concernant les rapports sur le prix et la qualité du service.

1.2 Adoption du règlement intérieur

Le règlement intérieur est présenté et est soumis au vote.

➔ **M. Henri DANIEL** demande à recevoir l'ensemble des documents en format papier ne possédant pas de matériel informatique et ne maîtrisant pas l'outil informatique.

Mme Françoise JÉHANNO indique que les envois des convocations, compte-rendu et des documents se feront désormais de façon numérique pour des économies de papiers et de frais postaux comme indiqué dans le règlement intérieur. Toutefois, la demande de M. Henri DANIEL est bien enregistrée et il recevra par voie postale l'ensemble du dossier en format papier.

→ **M. Yves ALLENOU** regrette d'avoir reçu si tardivement la convocation et le dossier de la CCSPL.

Mme Françoise JÉHANNO indique que la convocation ainsi que l'ensemble du dossier sont partis dès le lendemain du Bureau de Eau du Morbihan c'est-à-dire le mercredi 25 novembre soit 8 jours avant la réunion de la CCSPL. Un prenez-date indiquant la date de la première réunion de la CCSPL ainsi que l'arrêté de composition de celle-ci avait été envoyé dès le 22 octobre.

Le règlement intérieur est adopté à l'unanimité.

2- Rapports sur le prix et la qualité du service 2019

Mme Marie ANDRÉAN procède à la présentation, d'une part du rapport relatif à la Production et au Transport, et d'autre part à la Distribution.

2.1 Production - Transport

→ **M. Vincent COWET** tient à souligner l'importance du réseau d'interconnexions. En effet, suite à la pollution (accident d'un méthaniseur) fin août dans le Finistère, 180 000 personnes ont été privées d'eau potable. Il s'interroge sur le fait que le Finistère ait pu se retrouver dans une telle situation, et que personne n'ait relevé la question de la sécurisation et des interconnexions.

→ **M. Bernard LE BRETON** exprime également l'importance de ce réseau pour la sécurisation du département et la répartition de l'eau durant l'année, surtout en été.

→ **M. Henri DANIEL**, demande à quoi est dû l'écart important du rendement de réseau (93%) ?

Mme Marie ANDRÉAN indique qu'il y a eu des dysfonctionnements de compteurs sur un tronçon.

2.2 Distribution

→ **M. Daniel GUILLOTIN** indique qu'il est vraiment très important d'investir afin de garder de très bons réseaux pour garder les bons taux de rendements.

→ **M. Yves ALLENOU** s'interroge au sujet de la moyenne de consommation domestique. Quand on ramène une facture au réel, la consommation est environ de 80 m³ et non de 120 m³ alors pourquoi prendre ce chiffre en référence. Un ménage d'une personne seule c'est environ 25 à 30 m³ seulement.

3- Projet de tarifs 2021

1. Projet de Tarif de fourniture d'eau en gros

Conformément aux orientations présentées dans le rapport 2021, il est prévu d'augmenter le tarif de fourniture d'eau en gros de 2 centimes d'euros en le fixant à 0,64 € HT/m³.

2. Projets de Tarifs aux abonnés du service de Distribution

Conformément au rapport d'orientations budgétaires, il est proposé :

- le maintien pour l'ensemble des tarifs bleu, jaune et vert, des montants des parts fixes ;
- pour le tarif bleu :
 - le maintien des montants de parts variables des tranches 0-30 m³ et 31-500 m³
 - une augmentation de 2 % du montant de part variable de la tranche + de 500 m³ ;

- une augmentation du montant de part variable pour les tarifs jaune et vert de 6 %, conformément à la décision du Comité Syndical du 04 décembre 2015 ;
- une évolution des tarifs spéciaux conformément à cette même délibération de 2015.

→ **M. Yves ALLENOU** trouve que la grille tarifaire n'incite pas à faire des économies d'eau.

M. Vincent COWET, présent dans l'ancienne mandature, indique que l'amorce d'augmentation sur les tarifs pour les plus gros consommateurs a déjà été faite.

Actuellement, la CCI du Morbihan en partenariat avec Eau du Morbihan mène une opération « ECOD'O ». La CCI du Morbihan et Eau du Morbihan, avec d'autres partenaires essayent de trouver des solutions pour réduire la consommation d'eau. Il ne faut pas oublier que le périmètre du service de Distribution a une densité de seulement 16 abonnés au km.

Mme Françoise JÉHANNO indique, qu'au-delà du tarif, c'est l'économie d'eau qui est recherchée. Au niveau agricole, économique et touristique...le but est de faire en sorte d'avoir toujours de l'eau et de pérenniser cette ressource. Il en va de la pérennité des activités et de leur développement.

M. Bernard LE BRETON indique que les grilles tarifaires ne sont pas seulement le problème. Il faut distribuer l'eau sur l'ensemble du territoire et les frais de fonctionnement restent les mêmes.

→ **M. Yves ALLENOU** précise que certains petits consommateurs ne sont pas très économes.

Mme Françoise JÉHANNO qu'il n'est pas forcément possible d'identifier la nature de l'abonné, ça peut-être une famille nombreuse mais également une personne qui a une activité d'où les différences de consommation.

→ **M. Sébastien HAENTJEN**, indique qu'il ne faut pas tenir compte seulement des tarifs. Il y a également la contrainte de la ressource et de son rejet. Le milieu économique est dans l'attente d'une évolution de la réglementation afin de pouvoir réutiliser les eaux usées.

Il cite notamment le cas de la Charcuterie Gourmande à Josselin qui a fermé. 100 employés ont été licenciés. Les Salades de Guer ont racheté le site, ils étaient intéressés par celui-ci en partie pour sa grande capacité de prélèvement et de rejet d'eau.

→ **M. Guy LEGRAND** précise qu'au niveau de la ressource, l'eau est souvent captée en amont plutôt qu'en aval. Seulement avec le tourisme, elle est souvent utilisée en aval durant la période estivale. Le tarif n'est pas forcément l'élément majeur pour inciter aux économies d'eau, qui doit être la priorité.

→ **M. Jean LE PEN** indique que nous avons besoin des milieux économique et touristique.

16h55 : Départ de M. Benoît ROLLAND vice-Président en charge des « affaires administratives et financières » de Eau du Morbihan – territoire de Centre Morbihan Communauté, donne pouvoir à M. Didier GUILLOTIN

4- Avis sur les modes de gestions - échéances au 31/12/2021

Mme Marie ANDRÉAN indique que de nombreux contrats d'exploitation arrivent à échéance au 31/12/2021. Le Comité Syndical doit se prononcer sur le choix du futur mode de gestion, lors de sa réunion du 8 décembre 2020. Dans le cadre la procédure, l'avis préalable de la CCSPL est requis.

Chaque proposition de mode de gestion fait l'objet d'un rapport dédié spécifique. Ce rapport rappelle :

- le contexte et la réorganisation territoriale ;
- le descriptif des différents modes de gestion ;
- les caractéristiques principales du mode de gestion envisagé.

Production

4.2.1.1. Marché de service - Exploitation du service public de Production d'eau potable - Périmètre : Roi Morvan Communauté pour partie / ex SIAEP Guémené-sur-Scorff (zone A2)

L'actuel contrat d'exploitation portant sur le périmètre initial du SIAEP de Guémené-sur-Scorff arrive à expiration le 31 décembre 2021.

Ce secteur géographique fait partie intégrante d'une zone présentée au point précédent relatif à la réflexion sur les futurs périmètres.

Ainsi, sur la base du rapport dédié à ce périmètre, il sera proposé au Comité Syndical :

- d'approuver le principe de l'exploitation du service de Production d'eau potable dans le cadre d'un marché public sur le territoire de Roi Morvan Communauté pour partie / ex SIAEP de Guémené-sur-Scorff ;
- de retenir une durée de 3 ans à partir du 1^{er} janvier 2022 ;
- d'approuver le contenu des caractéristiques des prestations que doit assurer l'exploitant, telles qu'elles sont définies dans le rapport dédié.

Cette proposition est soumise au vote : **Avis favorable de la CCSPL** (3 abstentions de MM. Yves ALLENOU, Henri DANIEL et Jean LE PEN).

4.2.1.2. Marché de service - Exploitation du service public de Production d'eau potable - Périmètre : Pontivy Communauté, Centre Morbihan Communauté, Auray Quiberon Terre Atlantique et Communauté de communes Blavet Bellevue Océan (zone B)

Les actuels contrats d'exploitation portant sur les périmètres initiaux suivants : SIAEP de Noyal-Pontivy Cléguérec, Pontivy, Pluvigner et SIAEP d'Hennebont, arrivent à échéance le 31 décembre 2021.

Le contrat d'exploitation portant sur le périmètre : B pour partie, arrive à échéance le 31 décembre 2022.

Ce secteur géographique fait partie intégrante d'une zone présentée plus haut relatif à la réflexion sur les futurs périmètres.

Ainsi, sur la base du rapport dédié à ce périmètre, il sera proposé au Comité Syndical :

- d'approuver le principe de l'exploitation du service de Production d'eau potable dans le cadre d'un marché public sur le territoire de Pontivy Communauté, Centre Morbihan Communauté, Auray Quiberon Terre Atlantique et Communauté de communes Blavet Bellevue Océan ;
- de retenir une durée de 7 ans à partir du 1^{er} janvier 2022 ;

- d'approuver le contenu des caractéristiques des prestations que doit assurer l'exploitant, telles qu'elles sont définies dans le rapport dédié.

Cette proposition est soumise au vote : **Avis favorable de la CCSPL** (3 abstentions de MM. Yves ALLENOU, Henri DANIEL et Jean LE PEN).

→ **M. Didier GUILLOTIN** interroge MM. Yves ALLENOU, Henri DANIEL et Jean LE PEN sur les motifs de leurs absences.

M. Yves ALLENOU indique qu'il ne possède pas les tenants et aboutissants des propositions, le sujet est difficile et complexe pour donner un avis, sur la base de la présentation faite en séance.

M. LE PEN exprime le même avis.

4.2.1.3. Marché de service - Exploitation du service public de Production d'eau potable - Périmètre : Ploërmel Communauté (zone C)

Les actuels contrats d'exploitation portant sur les périmètres initiaux suivants : SIAEP de Ploërmel et SMAEP de Sérent-Lizio, arrivent à échéance le 31 décembre 2021.

Le contrat d'exploitation portant sur le périmètre : C pour partie, arrive à échéance le 31 décembre 2022.

Ce secteur géographique fait partie intégrante d'une zone présentée plus haut relatif à la réflexion sur les futurs périmètres.

Ainsi, sur la base du rapport dédié à ce périmètre, il sera proposé au Comité Syndical :

- d'approuver le principe de l'exploitation du service de Production d'eau potable dans le cadre d'un marché public sur le territoire de Ploërmel Communauté ;
- de retenir une durée de 7 ans à partir du 1^{er} janvier 2022 ;
- d'approuver le contenu des caractéristiques des prestations que doit assurer l'exploitant, telles qu'elles sont définies dans le rapport dédié.

Cette proposition est soumise au vote : **Avis favorable de la CCSPL** (3 abstentions de MM. Yves ALLENOU, Henri DANIEL et Jean LE PEN).

4.2.1.4. Marché de service - Exploitation du service public de Production et Transport d'eau potable - Périmètre : sécurisation

Les actuels contrats d'exploitation portant sur les périmètres initiaux suivants : SIAEP de Noyal-Pontivy Cléguérec (au titre de l'unité de production de Mangoër I), l'unité de production (UP) de Mangoër II, SIAEP d'Hennebont (au titre du réservoir Kerpotence de 3 000 m³) et le réseau d'interconnexions, arrivent à échéance le 31 décembre 2021.

L'unité de production de Tréauray II en cours de mise en service, sera intégrée par avenant au contrat d'exploitation portant sur le périmètre initial Syndicat Mixte Auray Belz Quiberon (en lieu et place de l'actuelle UP Tréauray). Ce contrat d'exploitation arrive à échéance le 31 décembre 2021.

Ce secteur géographique fait partie intégrante d'une zone présentée plus haut relatif à la réflexion sur les futurs périmètres.

Ainsi, sur la base du rapport dédié à ce périmètre, il sera proposé au Comité Syndical :

- d'approuver le principe de l'exploitation du service de Production/Transport d'eau potable dans le cadre d'un marché public sur la zone de sécurisation ;
- de retenir une durée de 7 ans à partir du 1^{er} janvier 2022 ;
- d'approuver le contenu des caractéristiques des prestations que doit assurer l'exploitant, telles qu'elles sont définies dans le rapport dédié.

➔ **M. Vincent COWET**, indique que la renégociation de ces contrats permet aux entreprises exploitantes de se mettre en concurrence et que c'est primordial afin de pouvoir proposer le meilleur service au meilleur prix.

Cette proposition est soumise au vote : **Avis favorable de la CCSPL** (3 abstentions de MM. Yves ALLENOU, Henri DANIEL et Jean LE PEN).

Distribution

4.2.2.1. Concession de service - Exploitation du service public de Distribution d'eau potable - Périmètre : Roi Morvan Communauté pour partie / ex SIAEP Guémené-sur-Scorff (zone a2)

L'actuel contrat d'exploitation portant sur le périmètre initial suivant : SIAEP de Guémené-sur-Scorff, arrive à échéance le 31 décembre 2021.

Ce secteur géographique fait partie intégrante d'une zone présentée plus haut relatif à la réflexion sur les futurs périmètres.

Ainsi, sur la base du rapport dédié à ce périmètre, il sera proposé au Comité Syndical :

- d'approuver le principe de l'exploitation du service de Distribution d'eau potable dans le cadre d'une concession de service public sur le territoire de Roi Morvan Communauté pour partie / ex SIAEP de Guémené-sur-Scorff ;
- de retenir une durée de 4 ans à partir du 1^{er} janvier 2022 ;
- d'approuver le contenu des caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire, telles qu'elles sont définies dans le rapport dédié sur le mode de gestion, étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement à l'exécutif d'en négocier les conditions précises conformément aux dispositions des articles L.1411-4 et L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales.

Cette proposition est soumise au vote : **Avis favorable de la CCSPL** (3 abstentions de MM. Yves ALLENOU, Henri DANIEL et Jean LE PEN).

4.2.2.2. Concession de service - Exploitation du service public de Distribution d'eau potable - Périmètre : Communauté de communes Blavet Bellevue Océan (e)

L'actuel contrat d'exploitation portant sur le périmètre initial suivant : SIAEP d'Hennebont, arrive à échéance le 31 décembre 2021.

Ce secteur géographique fait partie intégrante d'une zone présentée plus haut relatif à la réflexion sur les futurs périmètres.

Ainsi, sur la base du rapport dédié à ce périmètre, il sera proposé au Comité Syndical :

- d'approuver le principe de l'exploitation du service de Distribution d'eau potable dans le cadre d'une concession de service public sur le territoire de la Communauté de communes Blavet Bellevue Océan ;
- de retenir une durée de 7 ans à partir du 1^{er} janvier 2022 ;
- d'approuver le contenu des caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire, telles qu'elles sont définies dans le rapport dédié sur le mode de gestion, étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement à l'exécutif d'en négocier les conditions précises conformément aux dispositions des articles L.1411-4 et L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales.

➔ **M. Yves ALLENOU** s'interroge sur l'obligation de relevé des compteurs.

Marie ANDRÉAN explique que la règle est qu'il y ait 365 jours entre chaque relève. Cette année est une année particulière, mais aujourd'hui, avec le numérique il y a la possibilité de faire une photo du compteur et de l'envoyer à l'exploitant, bien évidemment à date fixe. L'abonné a l'obligation de rendre accessible son compteur, il a la possibilité de s'arranger avec un voisin.

Cette proposition est soumise au vote : **Avis favorable de la CCSPL** (3 abstentions de MM. Yves ALLENOU, Henri DANIEL et Jean LE PEN).

Production et Distribution

4.2.3.1 Concession de service - Exploitation des services publics de Production et de Distribution d'eau potable - Périmètre : Communauté de communes de Belle-Île-en-Mer

L'actuel contrat d'exploitation portant sur le périmètre initial suivant : Communauté de communes de Belle-Île, arrive à échéance le 31 décembre 2021.

Ce secteur géographique fait l'objet d'un traitement dédié compte-tenu du caractère insulaire ; cette particularité est signalée plus haut lors de la présentation de la réflexion sur les futurs périmètres.

Ainsi, sur la base du rapport dédié à ce périmètre, il sera proposé au Comité Syndical :

- d'approuver le principe de l'exploitation des services de Production et Distribution d'eau potable dans le cadre d'une concession de service public sur le territoire de la Communauté de communes de Belle-Île ;
- de retenir une durée de 7 ans à partir du 1^{er} janvier 2022 ;
- d'approuver le contenu des caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire, telles qu'elles sont définies dans le rapport dédié sur le mode de gestion, étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement à l'exécutif d'en négocier les conditions précises conformément aux dispositions des articles L.1411-4 et L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales.

Cette proposition est soumise au vote : **Avis favorable de la CCSPL** (3 abstentions de MM. Yves ALLENOU, Henri DANIEL et Jean LE PEN).

5- QUESTIONS DIVERSES

➔ **M. Yves ALLENOU** demande si des projections ont été faites sur les consommations à fin 2020 afin de pouvoir établir les nouveaux tarifs.

Mme Marie ANDRÉAN explique que seules des tendances sont disponibles. Cette année, la mise en distribution a été très importante en juillet et équivalente à l'année passée pour le printemps et le mois d'août. Les comparaisons restent cependant difficiles vu l'évolution du périmètre de Eau du Morbihan.

➔ **M. Yves ALLENOU** s'interroge également sur le fait que les associations ne sont plus invitées aux réunions du Comité Syndicaux.

Mme Françoise JÉHANNO indique que l'année 2020 a été et est particulière et qu'avec la crise sanitaire actuelle, l'accès à la salle est réservé aux délégués du Comité Syndical, avec un accès limité au public. Par contre, les dates et ordres du jour des séances sont accessibles sur le site de Eau du Morbihan : <https://www.eaudumorbihan.fr/category/agenda/>.

➔ **M. Henry DANIEL** souhaite que lui soit donné un rapport de séance s'il assiste à la réunion du Comité.

Outre la question de l'économie de papier, Mme Françoise JÉHANNO précise que les rapports sont des documents de travail pour les élus, et donc non communicables avant ou pendant la séance. Par contre, les documents de séance du Comité sont ensuite mis en ligne sur l'espace privé, dont l'accès est réservé aux élus, élargi aux membres de la CCSPL.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 16h55.